



## **Changement climatique : renforcer la volonté politique**

**H.S.H. Prince Albert II de Monaco**

Monsieur le Secrétaire exécutif, Monsieur le Ministre, Mesdames, Messieurs,

La première journée de ce forum dédiée à l'environnement - et qui a déjà permis d'aborder des thèmes nombreux et complémentaires - se conclut par un sujet incontournable et peu souvent abordé, à savoir la dimension politique de la problématique du changement climatique. Il est désormais acquis que l'humanité toute entière étant aujourd'hui confrontée à ce phénomène, celui-ci ne pourra être surmonté que si les responsables politiques manifestent partout une vraie détermination en conjuguant leurs efforts tant sur la scène internationale qu'à l'échelon national.

Les causes et les répercussions de ce défi sont en effet largement liées aux modes de développement économique.

Or, nous savons combien est difficile, dans nos sociétés, la remise en question de ces processus de développement, parce qu'elle touche à des intérêts puissants, bouleverse des schémas acquis, requiert des conversions sociales.

Par ailleurs, si les effets du réchauffement sont dorénavant admis, tous ses facteurs ne sont pas encore forcément perçus de l'opinion publique.

Pourtant, plusieurs rapports de spécialistes, dont celui de Nicholas Stern, sont éloquentes et rejoignent les travaux de votre organisation. Tous alertent clairement sur l'ampleur des coûts que représenterait, à long terme, pour l'économie mondiale, l'inaction face à cette réalité.

Plus tardive sera notre réaction, plus considérables seront les efforts à déployer pour remédier aux conséquences du changement climatique.

Il y a donc bien urgence à agir pour repenser et modifier nos systèmes énergétiques.

Cependant, l'opinion publique a déjà considérablement évolué au cours des dernières années.

Regardons le chemin parcouru, dans la conscience collective, depuis les sommets de Rio, Johannesburg, Kyoto.

Al Gore, aux États-Unis, Nicolas Hulot en France, pour ne citer qu'eux, ont réussi à accentuer et accélérer la prise en compte de la dimension environnementale dans le débat politique, parce qu'ils rencontrent, dans l'opinion publique, un large écho.

Je crois l'opinion capable d'éveiller la conscience au besoin d'agir.

Les milieux économiques, pour leur part, sont eux-mêmes en quête de décideurs politiques qui établissent des règles claires pour affronter les changements climatiques dans le maintien de la croissance et de la prospérité.

La Fondation des Nations unies s'est alliée l'an dernier au Club de Madrid, composé de 70 anciens chefs d'État et de gouvernement, dans cette perspective. Cette initiative conjointe, dénommée « Global Leadership for Climate Action », a convenu d'un cadre de recommandations pour atteindre un nouvel accord global sur le changement climatique qui devrait être acceptable tant des pays développés que des pays émergents.

Lors de la « Clinton Global Initiative » au mois de septembre dernier à New York, j'ai été heureux d'apporter le soutien de la fondation que j'ai créée il y a deux ans, et qui porte mon nom, au GCLA qui réunit des leaders des milieux d'affaires, des milieux gouvernementaux et de la société civile de plus de vingt pays.

Ce projet ouvre plusieurs pistes de travail importantes. Sous la direction et avec le soutien d'Yvo de Boer dont je salue la présence ici et du Secrétaire général de l'ONU Ban Ki-Moon, ces orientations ont formé la base de l'accord qui s'est dégagé à la réunion de l'ONU sur le climat qui a eu lieu à Bali au mois de décembre dernier.

Lors de ses travaux au mois de février dernier à Monaco, à l'occasion de la tenue du conseil d'administration du PNUE, le GLCA a choisi de centrer cette année ses recommandations politiques sur les thèmes de la technologie et des finances. Il part du postulat que les changements climatiques représentent l'opportunité de stimuler le développement de technologies de faible coût à faible consommation de carbone qui créeront de nouveaux emplois et généreront une nouvelle croissance économique.

Notre objectif commun doit être de parvenir à une action coordonnée à l'échelle de la planète, le changement climatique constituant la première crise globale qui affecte tous les pays - quel que soit leur niveau de développement et d'industrialisation - et tous les secteurs.

Pour parvenir à un accord international, la mobilisation doit désormais dépasser les cercles traditionnels du pouvoir pour inclure les milieux d'affaire, les ONG et le public en général.

A l'échelle de la principauté, petit pays certes mais dont l'engagement en faveur de l'environnement est fort, les actions revêtent des formes multiples, tant à travers de la politique gouvernementale que de ma fondation.

J'ai été fier d'accueillir au mois de février le conseil d'administration du PNUE. La rencontre dans mon pays des ministres de l'Environnement du monde entier a permis d'appeler l'attention sur la situation particulièrement préoccupante des régions arctiques dont le réchauffement moyen est deux fois plus rapide qu'ailleurs. C'est pourquoi lors de la visite du président Sarkozy à Monaco le 25 avril dernier, j'ai proposé que la principauté soit le siège d'un observatoire arctique pour centraliser et coordonner la recherche sur cette zone particulièrement exposée au réchauffement. À cette même occasion, mon pays accueillera au mois de novembre le séminaire arctique dans le cadre de la 4<sup>e</sup> année polaire internationale et de la présidence française du Conseil de l'Union européenne. Par ailleurs, Monaco s'est engagée à appuyer une initiative du Professeur Malaurie en lien avec l'UNESCO, sur la nécessaire protection à assurer à la population concernée.

La lutte contre la déforestation, question majeure abordée à Bali, constitue aussi l'une de nos préoccupations. Elle m'a déterminé à engager mon pays dans un programme de reforestation au Timor-lesle où je me suis récemment rendu.

Par ailleurs, ma fondation et la fondation des Nations unies s'attachent à définir, dans le domaine des biocarburants où des expérimentations s'imposent, un cadre méthodologique pour le calcul de leurs émissions de gaz à effet de serre.

Le développement des énergies renouvelables, qui entraîne l'adaptation à la construction, suscitera de nouveaux métiers.

J'ambitionne aussi, pour mon pays, qu'il devienne une destination privilégiée pour les entrepreneurs et les professionnels de l'investissement impliqués dans la recherche, le développement et la commercialisation de nouvelles technologies en matière d'environnement.

Par l'ensemble de ses actions, la principauté entend témoigner concrètement de sa vision pour l'avenir, au côté des autres États.

La toute récente actualité offre à mes yeux des signes d'espérance. À Kobé, le lundi 26 mai, les ministres de l'Environnement des pays du G8 se sont accordés pour que les pays riches donnent l'exemple avec l'objectif de réduction d'au moins 50% des émissions de gaz à effet de serre avant 2050. Ce qui était un sujet d'étude l'an dernier en Allemagne est devenu un engagement. Des pays émergents ont pris part à cette réunion. Des objectifs ont été également fixés pour eux, même s'ils sont moins précis.

Nul doute que les prochaines échéances telles que la conférence sur le climat de l'ONU à Copenhague en 2009 ou l'année 2012, terme du Protocole de Kyoto, marqueront de nouveaux progrès, grâce à la détermination des politiques soutenue par l'opinion publique.

Un mouvement se dessine partout dans le monde qui conforte mon optimisme.

Près de nous, des décisions sont prises dont la portée est significative en terme de responsabilité environnementale.

La France s'apprête à légiférer en urgence dans ce domaine.

Le Parlement européen œuvre quant à lui pour que soit considérée comme un crime, relevant du droit pénal, toute conduite illégale portant gravement atteinte à l'environnement.

Mon pays n'est pas en marge de ce mouvement et se dotera prochainement d'un code de l'environnement qui, au-delà des normes qu'il prescrira, conduira l'ensemble de la population à acquérir un savoir-vivre environnemental.

Je me réjouis que la mobilisation que nous appelons ici ce soir de nos vœux soit ainsi déjà largement engagée.

Je vous remercie.